



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail – Justice – Solidarité

CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION
ORGANISE

SYMPOSIUM

CONSTITUTIONNEL

Nous voulons Une constitution qui
nous ressemble et nous Unit !

DU 21 AU 22 FEVRIER 2023 A RIVIERA ROYAL

PARTENAIRES :



Guinée

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA GUINÉE



THÈME D'INTERVENTION:

**L'AUTONOMIE CONSTITUTIONNELLES DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET LA NEUTRALITÉ DE L'ADMINISTRATION DANS LE
PROCESSUS ÉLECTORAL**

Dr Kalil Aissata KEITA
Secrétaire général Adjoint du CNT
Enseignant-chercheur en Droit
kalil208@yahoo.fr

L'AUTONOMIE CONSTITUTIONNELLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LA NEUTRALITÉ DE L'ADMINISTRATION DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL

AGENDA:

- 1 – L'EXISTANT ET SON EFFECTIVITÉ**
- 2 – LES RECOMMANDATIONS POUR LA
RÉDACTION CONSTITUTIONNELLE**

1 – L’EXISTANT ET SON EFFECTIVITÉ

- ❑ **L’AUTONOMIE CONSTITUTIONNELLE DES COLLECTIVITÉS
LOCALES**
- ❑ **LE PRINCIPE DE NEUTRALITÉ DE L’ADMINISTRATION DANS
LE PROCESSUS ÉLECTORAL**

1.1 – L'AUTONOMIE CONSTITUTIONNELLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES



Le cadre normatif

❑ Fondement constitutionnel:

- L'autonomie des CL résulte du principe constitutionnel de la libre administration des CL qui implique que celles-ci s'administrent librement dans le cadre de la loi à travers un conseil élu.
- Elle signifie que les CL sont exemptes des influences injustifiées du pouvoir central.
- C'est le corollaire de la décentralisation

Son effectivité

❑ L'autoritarisme du pouvoir central

- Une centralisation à outrance
- Une dépendance des CL au pouvoir central
- La pratique des délégations spéciales: une entrave à la démocratie locale
- Une cohabitation déséquilibrée des autorités déconcentrées et décentralisées

1.1 – L'AUTONOMIE CONSTITUTIONNELLES DES COLLECTIVITÉS LOCALES (SUITE)

Le cadre normatif

- L'autonomie organique :
 - Le conseil délibérant,
 - L'exécutif local

Son effectivité

- Une effectivité limitée
 - Des affaires moins réglées par les délibérations du Conseil
 - La prépondérance injustifiée de l'exécutif local

1.1 – L'AUTONOMIE CONSTITUTIONNELLES DES COLLECTIVITÉS LOCALES (FIN)

Le cadre normatif

Son effectivité

□ L'autonomie financière :

- Le principe de compensation
- L'autonomie budgétaire
- Le régime fiscal local

□ Une effectivité limitée de l'autonomie financière

- Des transferts de compétences insuffisamment accompagnés de transfert de ressources
- Une autonomie budgétaire négativement encadrée
- Une absence de stratégie de mobilisation des ressources locales
- Des difficultés relatives à la tutelle budgétaire
- Des prestations de service public local limitées

1.2 – LA NEUTRALITÉ DE L'ADMINISTRATION DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL



Le cadre normatif

- ❑ Fondement constitutionnel:
- La neutralité de l'Administration: principe constitutionnel ayant pour corollaires les principes d'impartialité et d'égalité devant la loi.

Son effectivité

- ❑ Une effectivité limitée
 - La neutralité et l'influence des données politiques
 - L'impartialité et l'influence des données sociologiques

1.2 – LA NEUTRALITÉ DE L'ADMINISTRATION DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL (SUITE)



Le cadre normatif

- Selon la formule classique du constituant guinéen, « quiconque occupe un emploi public ou exerce une fonction publique est comptable de son activité et doit respecter le principe de neutralité du service public. Il ne doit user de ses fonctions à des fins autres que l'intérêt général ».

Son effectivité

- L'égalité et l'influence des données matérielles

1.2 – LA NEUTRALITÉ DE L'ADMINISTRATION DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL (SUITE)



Le cadre normatif

- Affirmation constitutionnelle de la non-discrimination dans le processus électoral en fonction :
 - de l'appartenance ethnique
 - des opinions politiques ou syndicales
 - des convictions religieuses ou philosophiques

Son effectivité

- La question malheureuse du repli identitaire et communautaire pendant les élections
- Les difficultés liées à la liberté politiques à travers certaines arrestations

1.2 – LA NEUTRALITÉ DE L'ADMINISTRATION DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL (FIN)



Le cadre normatif

- ❑ Exigence de professionnalisme, de dépolitisation et de personnalisation de l'Administration dans les formalités préélectorales, électorales et postélectorales
- ❑ Interdiction de toute discrimination et imposition d'un traitement absolument identique des candidats, ceux-ci étant dans des situations identiques

Son effectivité

- ❑ La question d'inféodation de l'Administration
 - La perception d'une Administration politisée
 - La perception d'une Administration personnalisée
 - La perception d'une Administration électorale partielle, partiale et sélective

2 – LES RECOMMANDATIONS POUR LA RÉDACTION DE LA CONSTITUTION

Toutes les recommandations formulées ici devraient obéir, dans le cadre d'élaboration constitution, aux principes:

- ☐ De participation
- ☐ D'inclusion
- ☐ De représentation des citoyens
- ☐ De transparence
- ☐ D'appropriation nationale

2.1 – RECOMMANDATIONS POUR LE RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE DES CL



RECOMMANDATION N° 1: LES CL LE POUVOIR CENTRAL

- ☐ Renforcement constitutionnel de l'autonomie des CL dans leur relation avec le pouvoir central pour une démocratie locale effective
- ☐ Exigence constitutionnelle pour les élections locales à date afin d'éviter des périodes transitoires entraînant l'installation des délégations spéciales
- ☐ Exigence constitutionnelle d'une coexistence équilibrée entre les autorités déconcentrées et décentralisées pour éviter le risque d'inféodations
- ☐ Renforcement constitutionnel des intercommunalités
- ☐ Renforcement constitutionnel de la coopération décentralisée

2.1 – RECOMMANDATIONS POUR LE RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE DES CL (SUITE)



RECOMMANDATION N° 2 : RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE ORGANIQUE

- ☐ Fin de la gratuité de fonction de conseiller municipal pour un engagement au service de la population locale
- ☐ Détermination du statut des élus et des agents publics locaux
- ☐ Renforcement des pouvoirs du conseil municipal
- ☐ Adaptation du mode de désignation des autorités locales pour
- ☐ Exigence du principe de co-construction des affaires locales
- ☐ Réduction de la prépondérance de l'exécutif local

2.1 – RECOMMANDATIONS POUR LE RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE DES CL (FIN)



RECOMMANDATION N° 3 : RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

- ☐ Renforcement constitutionnel du principe de l'autonomie financière des CL pour en faire l'un des piliers fondamentaux de la décentralisation.
- ☐ Renforcement constitutionnel du principe de compensation financière pour plus de libertés d'action des CL
- ☐ Renforcement constitutionnelle de politique de mobilisation des ressources locales
- ☐ Allègement constitutionnel de la tutelle budgétaire

2.2 RECOMMANDATIONS POUR LE RENFORCEMENT DE LA NEUTRALITÉ DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL



RECOMMANDATION N° 4 : ADMINISTRATION ET PARTI POLITIQUE

- Renforcement constitutionnel de la dépolitisation de l'Administration électorale
- Renforcement constitutionnel de l'interdiction des formations politiques à base ethnique et communautaire

FIN



*Je vous remercie pour votre aimable
attention !*